

LIVRE

Enseignante, Isabelle Dignocourt dénonce les dérives des réformes

Éducation

Avec le Collectif Condorcet, Isabelle Dignocourt s'est opposée à la réforme du collège.

Par L'union | Publié le 05/09/2017 à 08h18



Isabelle Dignocourt enseigne depuis 2014 dans un collège de Aire-sur-la-Lys dans le Pas-de-Calais.

En 1991, Isabelle Dignocourt franchit la porte d'une classe, pour la première fois, comme institutrice puis après son Capes comme professeur de Lettres classiques. En cette rentrée, elle dénonce dans un livre-témoignage la réforme du collège mise en place en septembre 2016, la réforme de trop pour cette enseignante passionnée qui aujourd'hui encore garde en tête qu'elle travaille avant tout pour ses élèves.

«On abandonne l'enseignement des savoirs pour l'enseignement des compétences or sans connaissance il n'y a pas de compétence».

Comment vous est venue cette l'envie d'écrire cet ouvrage ?

Il faut d'abord se rappeler que la réforme du collège est passée sans aucune discussion possible, ni vote à l'Assemblée nationale. En mars 2016, j'ai publié une lettre ouverte à notre ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud Belkacem. Reprise par LePoint.fr, cette lettre a attiré l'attention des Editions du Rocher qui m'ont alors demandé d'en faire un livre. Je pensais avoir tout dit mais je me suis vite aperçu qu'il y avait encore matière à écrire. J'avais à cœur que les parents connaissent le revers de cette affaire, qu'ils ne pensent pas qu'on luttait contre la réforme uniquement pour préserver notre petit confort. On le faisait surtout pour leurs enfants. Bien sûr qu'en tant que professeur de Lettres classiques, je me sentais concernée par les menaces qui pesaient sur l'enseignement du grec et du latin, mais on oublie que la réforme a aussi signé la fin d'autres initiatives comme la Découverte professionnelle 3 heures (DP3), un dispositif qui fonctionnait bien en classe de 3e.

Pourtant cette nouvelle réforme a été présentée comme devant remédier aux difficultés rencontrées en matière d'éducation, elle devait mettre fin aux inégalités et remettre l'élève au centre des enseignements ?

Oui, une fois de plus, on voulait tout changer. En vingt-cinq ans d'enseignement, j'ai vu passer treize ministres. À chaque fois, l'Éducation étant désignée grande cause nationale, le ministre a souhaité marquer de son empreinte son passage rue de Grenelle. Résultat, les réformes se sont succédé sans qu'on prenne le temps d'analyser ce qui avait fonctionné ou pas avec la précédente.

L'école va mal, les tests Pisa et autres classent la France en queue de peloton, comment expliquez-vous cela ?

Cela fait des années qu'on cherche à transformer l'enseignement des savoirs en enseignement des compétences, or je suis convaincue qu'on ne peut acquérir des compétences que si on a des connaissances ! On se moque des élèves en laissant entendre qu'il ne faut plus leur demander de faire des devoirs, d'apprendre par cœur. C'est comme les notes, elles ont une utilité. Bien sûr, il ne faut pas noter pour noter. On doit savoir ce qu'il y a derrière mais les élèves ont besoin de savoir où ils en sont. La note sert surtout à cela, elle a aussi l'avantage de « parler » au plus grand nombre. Mes parents étaient des ouvriers mais ils savaient ce que voulait dire un 5/10 ou un 8/10. Je ne suis pas une nostalgique de l'école d'avant, j'ai connu l'époque où les enseignants pouvaient donner des coups de règle, je ne veux absolument pas revenir à cela mais j'ai l'impression qu'à cette époque on arrivait au bout de l'enseignement. J'aimerais qu'on fasse preuve de bon sens, que l'institution Éducation nationale tienne aussi plus compte des remontées des gens de terrain.

Cette rentrée est marquée par l'arrivée d'un nouveau ministre, Jean-Michel Blanquer. Son discours est assez différent de ses prédécesseurs, êtes-vous rassurée ?

J'ai écouté deux fois sa conférence de rentrée, il a prononcé des mots qui vont dans le bon sens : travail, confiance. D'autres ont en revanche disparu comme interdisciplinarité, apprentissages ludiques. En termes de forme je suis ravie, j'attends maintenant des actes. On parle du rétablissement du latin et du grec mais pour l'instant cela n'est qu'une possibilité donnée aux chefs d'établissement. Si cela ne se fait pas partout où est le principe d'égalité ? Je laisse un trimestre à notre ministre pour faire ses preuves !

Propos recueillis par Marie-Pierre Duval

<http://www.lunion.fr/47956/article/2017-09-05/enseignante-isabelle-dignocourt-denonce-les-derives-des-reformes>